

5.4 Revenus des ménages

En 2015, le **revenu disponible brut (RDB)** des ménages augmente de 1,4 % en valeur, après + 0,8 % en 2014. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale baisse (- 0,2 %) pour la première fois depuis 2009, si bien que le **pouvoir d'achat** du RDB connaît sa plus forte hausse (+ 1,6 %) depuis 2009. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, progresse de 1,1 % (après + 0,1 % en 2014). La progression du RDB est d'abord imputable à l'accélération des revenus nets d'activité (avec une contribution de + 1,0 point, après + 0,3 point en 2014). Bien qu'en décélération pour la troisième année consécutive, les **prestations sociales** en espèces soutiennent le RDB (contribution de + 0,7 point), tandis que la contribution des revenus du patrimoine est négative (- 0,1 point). La légère baisse des revenus du patrimoine des ménages tient essentiellement à la forte diminution des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie. Les dividendes perçus par les ménages progressent nettement. Les intérêts reçus et versés par les ménages se replient fortement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt. Enfin, les impôts courants pèsent légèrement à la baisse sur le RDB, comme l'année précédente.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent plus vite qu'en 2014 (+ 1,4 %, après + 0,6 %) en raison de l'accélération du salaire moyen par tête alors que l'emploi

progresse au même rythme qu'en 2014. Les cotisations sociales ralentissent nettement (+ 1,3 %, après environ + 4,0 % en moyenne les trois années précédentes), avec une progression toutefois plus rapide des cotisations salariales obligatoires que des cotisations employeurs du fait de la baisse des cotisations familiales à la charge des employeurs au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité. Ces mesures expliquent également en partie le rebond (+ 3,7 %, après trois années de recul) du revenu mixte net des entrepreneurs individuels, dont les cotisations diminuent (- 1,0 %), après une croissance annuelle moyenne de 3,5 % les trois années précédentes.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages poursuivent leur décélération en 2015 : + 1,9 %, après + 2,2 % en 2014, + 2,9 % en 2013 et + 3,8 % en 2012. Les prestations familiales se replient, sous l'effet principalement de la mise en oeuvre de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus à partir du 1^{er} juillet 2015. Les prestations vieillesse décélèrent notamment sous l'effet du gel des pensions de base au 1^{er} octobre 2014. En revanche, les prestations chômage demeurent dynamiques en raison d'une situation encore dégradée sur le marché du travail.

Après avoir fortement ralenti ces deux dernières années, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine accélèrent légèrement (+ 1,7 %, après + 1,5 % en 2014). ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers, etc.).

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le revenu réel des ménages par habitant en hausse dans la zone euro et dans l'UE28 », *communiqué de presse* n° 149, Eurostat, juillet 2016.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2016.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Revenus d'activité des non-salariés en 2013 », *Insee Première* n° 1604, juin 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Revenu disponible brut des ménages

en milliards d'euros

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Salaires et traitements bruts	755,2	777,2	795,3	811,5	820,8	828,8	841,7
Cotisations sociales à la charge des salariés	101,4	103,4	104,6	108,8	113,8	117,5	120,8
Salaires et traitements nets	653,8	673,8	690,7	702,7	707,1	711,3	721,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	406,8	419,4	428,9	445,1	458,2	468,3	477,3
Revenus salariaux et sociaux	1 060,6	1 093,2	1 119,6	1 147,8	1 165,3	1 179,6	1 198,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	278,7	280,9	286,6	289,8	286,9	288,8	291,8
Cotisations des non salariés	27,2	28,1	27,8	29,1	30,3	31,0	30,7
Revenu disponible brut (RDB)	1 255,3	1 285,4	1 311,4	1 318,3	1 321,9	1 332,8	1 352,0

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat des ménages

en %

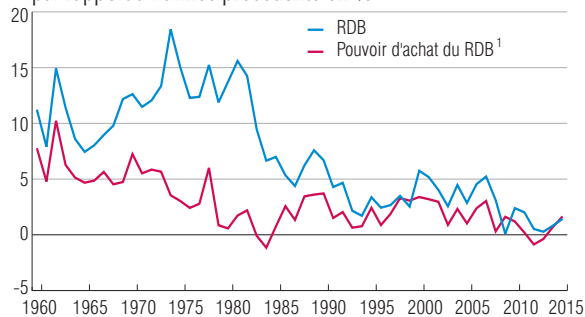
	09/08	10/09	11/10	12/11	13/12	14/13	15/14
Revenu disponible brut (RDB)	0,1	2,4	2,0	0,5	0,3	0,8	1,4
Évolution de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages	-1,5	1,2	1,8	1,4	0,6	0,1	-0,2
Pouvoir d'achat du RDB ¹	1,6	1,2	0,2	-0,9	-0,4	0,7	1,6
Pouvoir d'achat par personne	1,1	0,7	-0,3	-1,4	-0,8	0,3	1,2
Pouvoir d'achat par ménage	0,7	0,3	-0,7	-1,7	-1,2	-0,1	0,9
Pouvoir d'achat par unité de consommation	1,0	0,6	-0,4	-1,5	-1,0	0,1	1,1
Population moyenne	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Nombre de ménages	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7
Nombre d'unités de consommation	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

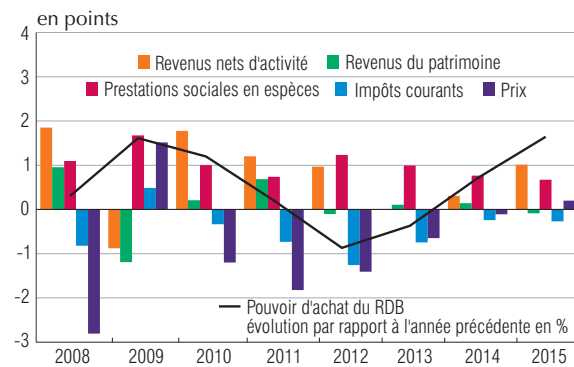
Évolution du RDB et du pouvoir d'achat des ménages par rapport à l'année précédente en %



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'UE en 2014

	Revenu médian ¹			Revenu médian ¹			Revenu médian ¹	
	en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²
Allemagne	19 733	19 299	France	21 199	19 307	Pologne	5 336	9 560
Autriche	23 211	21 662	Grèce	7 680	8 610	Portugal	8 229	10 125
Belgique	21 705	19 591	Hongrie	4 512	7 559	Rép. tchèque	7 622	11 091
Bulgarie	3 311	6 754	Irlande	19 477	15 997	Roumanie	2 195	4 090
Chypre	14 400	15 762	Italie	15 759	15 274	Royaume-Uni	20 584	16 933
Croatie	5 225	7 740	Lettonie	5 203	7 320	Slovaquie	6 809	9 806
Danemark	27 861	19 987	Lituanie	4 823	7 595	Slovénie	11 909	14 328
Espagne	13 269	14 195	Luxembourg	34 320	28 271	Suède	27 120	20 614
Estonie	7 217	9 241	Malte	12 787	15 501	UE	15 777	...
Finlande	23 702	19 250	Pays-Bas	20 891	18 805			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Une présentation synthétique sur chaque double-page

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en % Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 15/14			Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 15/14		
	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2				Transport	1 504	-1,5	-1,1			
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0				Achats de véhicules	335	0,8	1,9			
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5				Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2			
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6				Services de transport	279	0,9	-1,1			
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6				Communications	257	0,4	1,0			
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6				Services postaux	18	8,9	8,8			
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1				Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8			
Tabac	199	0,3	0,3				Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2			
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2				Loisirs et culture	792	0,2	0,9			
Habillement	350	-1,2	-0,3				Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7			
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0				Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4			
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2				Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7			
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5				Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1			
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1				Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5			
Outils pour la maison et le jardin	188	1,5	1,5				Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4			
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0				Éducation	23	1,5	1,2			
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5				Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6			
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4				Restauration et cafés	613	1,3	1,3			
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7				Services d'hébergement	184	1,7	2,9			
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6				Autres biens et services	1 286	1,2	1,2			
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4				Soins personnels	290	-0,2	0,1			
Outils pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2				Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0			
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6				Protection sociale	434	1,6	1,4			
Santé	1 008	-1,2	-1,4				Assurances	250	2,6	2,9			
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9				Services financiers	67	0,7	0,7			
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5				Autres services	130	1,0	0,7			

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Note : base 100 en 2015.

Champ : ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

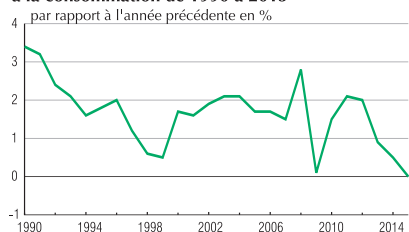
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	- 17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	- 9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	- 8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	- 7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	- 7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	- 6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	- 6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	- 4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	- 4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	- 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	- 0,6	Malte	1,3
Espagne	- 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	- 0,2	Portugal	0,3
Finlande	- 0,2	Slovaquie	- 0,5
France	0,3	Slovénie	- 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Des graphiques d'illustration

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire